

ORIGINAL: ANGLAIS/FRANCAIS
9 septembre 1965

NATO CONFIDENTIEL
DOCUMENT
AC/127-D/201

COMITE ECONOMIQUE

EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET DE LA POLITIQUE
COMMERCIALE DE LA BULGARIE

Note du Président du Sous-Comité sur la
politique économique soviétique

La sixième session d'examen de l'évolution économique dans les pays de l'Europe de l'Est (1), qui s'est tenue le 2 juillet 1965, a été consacrée à la Bulgarie. La discussion a été basée sur un rapport établi par la Délégation de l'Allemagne (2) et présenté par son auteur, un expert du Ministère allemand de l'Economie. Ont également assisté à la réunion, un Conseiller économique de la Légation des Etats-Unis à Sofia et un Directeur adjoint du Ministère français des Affaires Etrangères (3).

2. Dans le rapport sommaire ci-joint, il a été tenté de dresser un tableau de la situation économique actuelle de la Bulgarie, d'en découvrir les perspectives d'avenir, notamment en ce qui concerne le commerce extérieur, et de tirer un certain nombre de conclusions.

(Signé) A. VINCENT

OTAN/NATO
Paris, XVIIe.

-
- (1) Ont jusqu'à maintenant été examinés, les pays suivants :
- Roumanie, le 6 novembre 1964 - voir C-M(65)18;
 - Tchécoslovaquie, le 11 février 1965 - voir C-M(65)41;
 - Pologne, le 25 février 1965 (voir C-M(65)42;
 - La zone d'occupation soviétique d'Allemagne, le 29 avril 1965 - voir C-M(65)63;
 - La Hongrie, le 24 mai 1965 - voir C-M(65)57
- (2) Voir AC/89-WP/164 et les commentaires de la Délégation des Etats-Unis (AC/89-WP/164/1);
- (3) Pour un compte rendu complet de la réunion, voir AC/89-D/49.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET DE LA POLITIQUE
COMMERCIALE DE LA BULGARIE

A - SITUATION INTERIEURE

1. Avec une population dépassant à peine huit millions d'habitants et une superficie de 110.900 kilomètres carrés, la Bulgarie est l'un des pays les plus petits de l'Est européen. Séparée de l'Union Soviétique par la Roumanie, elle a une frontière commune avec deux pays de l'OTAN, la Turquie et la Grèce, ainsi qu'avec la Yougoslavie. Elle est l'un des pays communistes de l'Europe orientale les moins développés, son produit national brut par habitant étant à peu près la moitié de celui de l'Union Soviétique et sensiblement le même que celui de la Roumanie. Les ressources minérales dont elle dispose pourraient contribuer utilement à son industrialisation, mais elles sont insuffisantes pour une exportation de quelque importance. L'agriculture par contre bénéficie des avantages que lui confèrent des conditions climatiques et un sol excellents.

2. Au cours des dernières années la croissance de l'économie a été rapide. Dans les quatre premières années du Plan quinquennal 1961-1965 le produit matériel net a progressé, selon les statistiques officielles bulgares, à un taux annuel moyen de 5,8%. Ce chiffre est toutefois sujet à caution. Les experts occidentaux ont évalué à environ 4% par an le taux d'accroissement du produit national brut de la Bulgarie au cours de cette période. Nombre d'objectifs du plan quinquennal en cours ne sont pas réalistes. Mais il semble que le Plan de développement pour la période 1966-70, actuellement en préparation, sera moins ambitieux et qu'il favorisera les industries des biens de consommation aux dépens de l'industrie lourde qui s'était jusqu'à maintenant taillée la part du lion dans les ressources destinées aux investissements.

3. L'industrie s'est révélée le secteur le plus dynamique de l'économie. Selon les statistiques officielles bulgares, qui sont les seules disponibles à cet égard, le taux annuel moyen d'accroissement de la production industrielle aurait atteint 11% au cours de la période 1961-64. Même compte tenu du fait que ce taux est quelque peu inférieur aux prévisions, et aussi de la part d'exagération que comportent les statistiques officielles, il apparaît que dans l'économie bulgare, à la fois peu avancée et de faible dimension les méthodes assez sommaires de planification centralisée ont donné jusqu'à maintenant des résultats satisfaisants. Néanmoins de nombreuses expériences économiques ont été tentées; dans plusieurs industries a été introduit un nouveau système de planification et de gestion, plus souple, qui vise à donner à chaque entreprise un certain degré d'initiative et à les encourager à accroître leurs profits. Il devrait en résulter une meilleure utilisation des ressources disponibles et le maintien d'un rythme d'expansion rapide devrait s'en trouver facilité.

Par contre l'industrie ne pourra pas dans l'avenir continuer à puiser aussi largement que dans le passé dans les réserves de main-d'oeuvre rurale; en outre la réaffectation des ressources que le régime semble maintenant envisager en faveur de l'industrie légère risque d'entraîner un fléchissement du taux des investissements. Au total par conséquent un certain ralentissement de l'expansion paraît probable dans l'avenir.

4. La Bulgarie a été le premier des pays de l'Europe de l'Est à achever la collectivisation de l'agriculture (1956). Les fermes collectives et les fermes d'Etat couvrent maintenant 88% des terres cultivables. Les lopins individuels des paysans des fermes collectives et des employés des fermes d'Etat en représentent près de 11% tandis que la part des agriculteurs indépendants n'atteint pas 1%. Au cours des trois dernières années un certain nombre d'encouragements ont été donnés aux agriculteurs: les prix des produits agricoles ont été majorés tandis que les prix payés par les paysans pour l'achat d'engrais, de combustibles et de matériaux de construction ont été réduits; un salaire minimum a été institué en faveur des paysans collectivisés et la culture des lopins individuels est maintenant favorisée. L'agriculture joue un rôle très important dans l'économie; elle fournit, selon les statistiques officielles, plus de 30% du produit matériel net et les produits agricoles (fruits, légumes, denrées alimentaires transformées et tabac) constituent la principale source des recettes d'exportation. Au cours des années 1961-1964 la production agricole s'est accrue, selon les déclarations officielles, à un taux annuel moyen de 2,8 % qui peut être considéré comme satisfaisant bien qu'il soit sensiblement inférieur à celui prévu dans le Plan Quinquennal.

B - RELATIONS ECONOMIQUES AVEC L'ETRANGER

5. L'économie de la Bulgarie est davantage tributaire du commerce extérieur que celle des autres pays de l'Europe de l'Est. Les importations représentent environ 17% du produit national brut estimé, alors que dans le cas de la Roumanie, par exemple, ce pourcentage n'est que de 8% environ. Depuis 1955, avec un taux annuel moyen d'accroissement de 17%, le chiffre d'affaires du commerce extérieur bulgare a plus que quadruplé. Au cours de cette période la part de l'Union Soviétique dans les échanges extérieurs totaux de la Bulgarie s'est maintenue aux environs de 50% alors que celle des autres pays communistes est tombée de 41% en 1955 à 25% en 1964.

6. Un des traits marquants de l'économie est sa forte dépendance à l'égard de l'Union Soviétique. Plus de 50% des approvisionnements en matières premières sont d'origine soviétique; les livraisons soviétiques d'équipements et de pièces de rechange sont d'une importance vitale pour les diverses industries de base. La totalité de l'industrie des métaux ferreux, 70% de la métallurgie non ferreuse, 50% de l'industrie chimique et 50% des stations génératrices d'énergie du pays fonctionnent avec des équipements de fabrication soviétique. Les armements et

AC/127-D/201

équipements dont les forces armées sont dotées sont pratiquement tous d'origine soviétique. La Bulgarie a également reçu de l'URSS une aide économique substantielle (\$ 1200 millions depuis 1945) qui, calculée par habitant, dépasse de loin l'aide reçue par les autres pays communistes. Une nouvelle aide de \$ 500 millions a été promise à la Bulgarie en 1964 pour le développement de son industrie.

7. La dépendance économique et militaire de la Bulgarie à l'égard de l'Union Soviétique permet à cette dernière d'exercer une influence considérable sur l'économie bulgare. C'est ainsi que la Bulgarie n'a pas suivi l'exemple de la Roumanie qui s'opposait aux plans d'intégration dans le cadre du COMECON, mais qu'au contraire elle paraît avoir activement coopéré à la réalisation de ces plans. En fait, la Bulgarie tire des avantages considérables de son appartenance au COMECON. Grâce à des accords à long terme avec les autres pays membres, elle s'assure des débouchés pour de nombreux produits qu'elle aurait les plus grandes difficultés à écouler sur les marchés occidentaux.

8. Au cours des dernières années le commerce avec les pays non communistes s'est très rapidement développé, s'accroissant de 9 fois depuis 1955. Toutefois il ne représente encore que 22% du commerce extérieur total de la Bulgarie. Dans le monde libre, c'est avec les pays en voie de développement que les échanges ont progressé le plus rapidement; s'ils ont augmenté de 12 fois en volume depuis 1955 ils n'entrent pourtant encore que pour 5% dans le commerce extérieur total de la Bulgarie. Les échanges avec les pays de l'OTAN en représentent 13% et ceux avec les autres pays industrialisés du monde libre 4%. Au cours des dernières années les exportations bulgares vers ces deux derniers groupes de pays n'ont pas équilibré les importations qu'elle en a reçues. Le déficit accumulé dans la période des cinq années 1960-1964 s'est élevé à environ \$ 120 millions.

9. Les exportations bulgares de fruits, de légumes et de denrées alimentaires transformées sont généralement compétitives en prix et en qualité sur les marchés d'Europe occidentale. Mais la demande occidentale de ces produits ne semble pas devoir augmenter sensiblement dans l'avenir. En ce qui concerne les produits manufacturés leur qualité n'est pas encore suffisante pour leur permettre d'affronter la concurrence sur les marchés occidentaux. De plus, les exportations bulgares se heurtent sur ces marchés à divers autres obstacles. Le Royaume-Uni a récemment offert de lever les restrictions quantitatives à l'importation d'une vaste gamme de produits des pays communistes, à la condition que ceux-ci s'engagent à éviter toute action susceptible de désorganiser le marché britannique, et la Bulgarie a accepté cette offre; mais il reste à voir dans quelle mesure le commerce anglo-bulgare s'en trouvera accru.

10. Comme certains autres pays communistes d'Europe orientale la Bulgarie a récemment manifesté de l'intérêt pour la réalisation éventuelle d'entreprises mixtes qui seraient gérées

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

conjointement avec des sociétés occidentales. Bien qu'aucun accord n'ait encore été signé il semble que les Bulgares soient favorables à l'idée d'une coopération de ce genre.

11. Le commerce de la Bulgarie avec le monde libre représente encore une si faible partie de son commerce total, qu'il pourrait probablement être sensiblement accru sans entraîner pour ce pays une dépendance à l'égard de l'Occident susceptible de provoquer l'irritation de Moscou. Pourtant le plan économique à long terme de la Bulgarie prévoit que la part des pays communistes dans le commerce bulgare total s'accroîtra au cours des 15 prochaines années au détriment des échanges avec le monde libre.

C - CONCLUSIONS

12. Au cours des dernières années l'économie bulgare s'est développée rapidement, en particulier dans le secteur industriel. Un nouveau système de planification et de gestion économique actuellement mis en oeuvre dans certaines industries devrait permettre un meilleur emploi des ressources. Il peut toutefois s'avérer plus difficile de maintenir dans l'avenir un taux élevé d'expansion de l'économie du fait que les réserves inutilisées de main-d'oeuvre deviendront moins abondantes et que l'intérêt récent porté par le régime au développement de l'industrie légère peut entraîner un fléchissement du taux des investissements.

13. Quant à la possibilité de promouvoir des relations économiques plus étroites entre les pays de l'OTAN et la Bulgarie dans l'espoir de diminuer la forte dépendance de ce pays à l'égard de l'Union Soviétique, le Sous-Comité ne peut qu'à titre provisoire formuler les conclusions suivantes:

(1) jusqu'ici les Bulgares n'ont guère manifesté le désir de modifier la répartition géographique de leur commerce extérieur en faveur de l'Ouest et au détriment du monde communiste. Leur forte dépendance économique, militaire et politique à l'égard de l'Union Soviétique les décourage de prendre des initiatives qui pourraient provoquer le mécontentement de Moscou. En outre, ils semblent raisonnablement satisfaits du rôle qui leur est dévolu dans le COMECON. La Bulgarie n'appartient à aucune organisation économique internationale (telle que GATT, FMI, BIRD, Communauté économique européenne, etc.) et n'a fait jusqu'à maintenant aucune démarche pour s'en approcher. Toutefois la Bulgarie pourrait montrer dans l'avenir un intérêt croissant pour l'achat de machines et d'équipements dans les pays occidentaux et pour le développement d'entreprises mixtes en collaboration avec des sociétés occidentales, d'autant plus que son commerce avec l'Occident est à un niveau si bas qu'il pourrait probablement être sensiblement accru sans alarmer l'Union Soviétique.

(ii) Bien qu'il n'y ait que peu de chances de dissocier la Bulgarie de l'Union Soviétique dans un avenir immédiat, l'Occident devrait néanmoins s'efforcer de l'aider à faire valoir ses propres intérêts nationaux, grâce en particulier à l'établissement de relations économiques plus étroites. Les pays occidentaux devraient prendre les mesures qu'ils jugent appropriées en vue de développer leur commerce avec la Bulgarie. Ce pays offre assurément un marché aux produits occidentaux, notamment les biens d'investissement, mais les perspectives d'accroissement de ses exportations vers l'Occident ne sont pas très encourageantes. Les pays occidentaux devraient donc s'efforcer de faciliter l'accès des produits bulgares à leurs propres marchés, tout en prenant soin de ne pas nuire aux intérêts commerciaux légitimes des autres pays, notamment ceux du monde libre qui sont encore en voie de développement. L'établissement d'entreprises communes en collaboration avec les sociétés occidentales devrait aussi être encouragé et la possibilité de fournir une assistance technique devrait être examinée. Les pays occidentaux devraient poursuivre une politique économique suffisamment souple pour être à même de tirer parti des ouvertures que l'évolution économique de la Bulgarie pourrait leur offrir, et dans ce but, ils devraient continuer à suivre de près cette évolution.